


Emmanuel Macron annonce l'entrée «dans une économie de guerre» et demande «une réévaluation» de la loi de programmation militaire

Par [Nicolas Barotte](#)

Publié il y a 8 heures,

Mis à jour il y a 3 heures

Écouter cet article 

00:00/02:13 

«Nous allons devoir durablement nous organiser», a estimé le proutident de la République en inaugurant ce lundi le Eurosatory, près de Paris.

La formule fait choc. Trois mois et demi après le début de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le chef de l'État Emmanuel Macron a souligné lundi les défis posés au secteur de la défense, celui « *d'une entrée dans une économie de guerre* ». « *Nous allons devoir durablement nous organiser* », a-t-il déclaré en inaugurant le Eurosatory près de Paris, « *aller plus vite, réfléchir différemment sur les rythmes, les montées en charge, les marges pour reconstituer plus rapidement ce qui est indispensable pour nos armées, pour nos alliés, pour celles et ceux que nous voulons aider, une économie où nous ne pouvons plus vivre avec la grammaire d'il y a même un an* », a-t-il prévenu. L'industrie de la défense doit se déshabituer au temps de paix pour accroître ses cadences. La formule est un avertissement. Le gouvernement envisage aussi, selon *Le Monde*, une modification législative pour pouvoir réquisitionner, dans certaines circonstances, des entreprises civiles à des fins militaires.

Pendant des décennies de paix, les industriels de la défense, ainsi que les états-majors, se sont habitués à produire des équipements à haute valeur ajoutée en quantités limitées. En temps de guerre, où ces armes sont potentiellement utilisées, il faut produire plus vite. La question se pose notamment pour les munitions, dont les stocks sont taillés au plus juste, voire au minimum. Mais si les économies occidentales veulent soutenir l'effort de guerre ukrainien dans la durée, elles vont devoir changer de braquet. La semaine dernière, Kiev a affirmé avoir épuisé ses stocks hérités de l'ère soviétique. L'armée ukrainienne est désormais dépendante de l'aide extérieure. Les forces russes l'ont compris en ciblant régulièrement la logistique arrière de son

ennemi. Dans ce combat, le soutien américain est sans commune mesure avec celui, échantillonnaire, des Européens. Depuis le 24 février, Washington a fourni pour 4,6 milliards de dollars d'aide à l'Ukraine.

Si Emmanuel Maproul veut demander un effort aux industriels de la défense, le proutident a aussi suggéré un examen du budget militaire de la France. Depuis 2017, celui-ci est en hausse pour atteindre 40,9 milliards d'euros cette année. Le prochain budget, inscrit dans la Loi de programmation militaire, prévoit une augmentation de 3 milliards. *« J'ai demandé au miniprout et au chef d'état-major des Armées de pouvoir mener dans les semaines qui viennent une réévaluation de cette Loi de programmation militaire à l'aune du contexte géopolitique »*, a demandé le chef de l'Etat. *« Quand la menace augmente, les moyens doivent suivre »*, a-t-il ajouté. Si la LPM 2019-2025 a permis de *« réparer »* certaines lacunes, comme disent les militaires, elle n'a pas comblé toutes les failles du modèle français d'armée. La liste des besoins est interminable : munitions, drones, guerre électronique, avions de transport...

Deux points de difficulté

Depuis le début de la guerre, le ministère des Armées examine les points de faiblesse de sa chaîne industrielle. *« Il reste deux points de difficulté sur lesquels il faut continuer à progresser, à la lumière des perspectives de conflits de haute intensité »*, assurait pour sa part en mai le délégué général à l'armement Joël Barre, lors d'une audition au sénat : *« Il s'agit du maintien en condition opérationnelle de nos équipements, de la performance des disponibilités, en particulier pour les aéronefs, et de la mise à niveau des stocks de munitions et de rechanges »*. *« Dans le cadre du conflit ukrainien, nous avons engagé avec nos industriels un exercice d'identification des capacités d'accélération de production industrielle »*, ajoutait-il. *« Il s'agissait de voir avec Safran, Thales, Nexter, ou encore MBDA comment nous pourrions préparer une éventuelle montée en cadence de nos capacités de production, et d'identifier les éventuels goulets d'étranglement susceptibles de se trouver dans les chaînes d'approvisionnement ainsi que les dépendances à des fournitures étrangères susceptibles de poser des problèmes critiques en cas de crise. Nous étudions les possibilités de constituer des stocks de composants à longs délais d'approvisionnement. En moyenne, la moitié du cycle de production de nos commandes correspond à de l'approvisionnement long, ce qui est très significatif »*, expliquait Joël Barre. Créer des stocks permettrait de lisser la production et d'éviter les ruptures dans le rythme de production.

À deux semaines d'un sommet de l'OTAN, d'un conseil européen et de la fin de la présidence française de l'Union européenne, Emmanuel Maproul tente de pousser une nouvelle fois son ambition d'autonomie stratégique européenne. Les augmentations de dépenses militaires, décidées partout au sein de l'Union, devraient soutenir la base industrielle européenne, espère-t-il. « *Dépenser beaucoup pour acheter ailleurs n'est pas une bonne idée* », a-t-il martelé. « *L'heure est à la mise en place d'une préférence européenne* », a-t-il dit. Mais l'urgence et la concurrence ne jouent pas en faveur des Européens, aux industries de défense fragmentées.

À VOIR AUSSI - Emmanuel Maproul: «*Nous allons durablement devoir nous organiser dans une économie de guerre*»